

# Issoufou, la voix Amoulanfé de la CEDEAO «le temps des hommes qui s'autoproclament providentiels et donc irremplaçables [ ] tire à sa fin»

écrit par GuineePolitique© | 10 mars 2020



---

*[ ] le temps des hommes qui s'autoproclament providentiels et donc irremplaçables, des hommes qui cherchent à s'incruster à vie au pouvoir, tire à sa fin. Cela se traduira par des alternances plus fréquentes et par une respiration démocratique qui consolident les institutions démocratiques dont nos peuples ont tant besoin.*

*Mahamadou Issoufou, président du Niger*

---

*Cela nous permettra de faire l'économie des crises comme celles que nous connaissons actuellement en Guinée Conakry et en Guinée Bissau. Je lance un appel à tous les acteurs politiques, dans ces deux pays, de se ressaisir afin de créer les conditions de l'apaisement et de la paix.*

**Discours du Président de la République, Président en exercice de la CEDEAO à l'ouverture de la 5e législature du Parlement de la CEDEAO**

**Monsieur le Président du Parlement de la CEDEAO**

- Monsieur les Présidents des Assemblées Nationales du Niger et de la Sierra Leone,**
- Monsieur le Premier Ministre,**
- Monsieur le Haut Représentant du Président de la République,**
- Madame et Messieurs les Présidents des institutions de la République**
- Monsieur le Président du Conseil des Ministres de la CEDEAO**
- Monsieur le Président de la Commission de la CEDEAO**
- Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,**
- Honorables Députés,**
- Mesdames et Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et Représentants des Organisations internationales**
- Monsieur le Gouverneur de la Région de Niamey**
- Honorables chefs traditionnels et religieux**
- Distingués Invités, Mesdames et Messieurs**

La cérémonie solennelle d'installation de la cinquième législature du parlement de la CEDEAO est la première cérémonie qu'accueille le prestigieux centre Mahatma Gandhi symbole de la transformation non seulement de la ville de

Niamey mais de l'ensemble de notre pays dont le peuple vous souhaite la chaleureuse bienvenue.

### **Mesdames, Messieurs**

Le 29 Juin 2019 à Abuja, à l'occasion de mon discours de clôture de la 55eme session ordinaire de la conférence de notre organisation, j'avais décliné les priorités de mon mandat : la sécurité, la démocratie, la monnaie unique et les infrastructures. Cela résulte de ma conviction que sécurité, démocratie et développement sont intimement liés et que ce triptyque constitue une base d'un progrès économique et social solide de notre espace communautaire.

### **Mesdames, Messieurs**

L'agenda 2063 de l'Union Africaine s'est fixé pour ambition de faire taire les armes en 2020. Il est probable que notre région, malheureusement secouée par les menaces des organisations terroristes et criminelles ainsi que par les conflits intercommunautaires, n'y parviendra pas. En effet, dans le Sahel comme dans le bassin du lac Tchad, certains pays membres font face à ces menaces qui sont amplifiées par la crise Libyenne. Il est nécessaire donc de renforcer notre solidarité pour faire face à cette situation. C'est dans cette perspective que la Force Mixte Multinationale (FMM) et la Force Conjointe ont été respectivement mises en place dans le bassin du lac Tchad et dans le Sahel. C'est dans cette perspective que la CEDEAO a décidé, à l'occasion de son sommet extraordinaire du 14 septembre 2019 de Ouagadougou, de définir un plan 2019-2023 qui sera financé à hauteur de 1 milliard de dollars. Elle a aussi décidé de prévoir le recours à la force en attente de notre organisation. C'est également dans cette perspective que les États membres du G5 Sahel et la France ont appelé, à l'occasion du sommet de Pau tenu le 13 Janvier 2020, à la mise en place d'une coalition Sahel de lutte contre le

terrorisme autour de 4 points : l'intensification de la lutte contre le terrorisme, le renforcement des capacités militaires des pays du G5 Sahel, le renforcement de la présence des États et des administrations dans les zones menacées et le développement économique et social. Dans le cadre de ce combat, Il est prévu la mise en place d'une Task Force (Takuba) composée d'unités des forces spéciales européennes. Les pays membres de notre organisation doivent prendre leur part dans cette coalition soit collectivement (à travers la force en attente) soit individuellement. Ils sont tous invités au prochain sommet qui se tiendra à Bruxelles afin de donner un contenu au Plan de Sécurité et de Stabilisation du Sahel(P3S) annoncé par la France et l'Allemagne au dernier sommet du G7.

### **Mesdames, Messieurs**

Une autre menace sécuritaire qui plane sur notre espace communautaire est la pandémie de la pneumonie liée au corona virus COVID 19. Cette maladie virale très contagieuse et d'apparition récente vient malheureusement de faire l'objet de déclaration de cas confirmés dans au moins trois pays membres de notre communauté. Nous devons nous préparer et organiser une riposte commune dans le cadre de notre institution communautaire en charge des questions de santé, j'ai nommé l'OOAS. Je ne doute point que notre région, qui, il y a quelques années avait durement été frappée par l'épidémie de la fièvre hémorragique Ebola, beaucoup plus mortelle et dont elle a tiré une riche expérience de gestion de crise sanitaire, saura y faire face avec efficacité.

### **Mesdames, Messieurs**

Les parlements nationaux et le parlement de la CEDEAO sont le cœur de la démocratie dans notre espace communautaire. Je me réjouis de ce que les valeurs démocratiques y progressent. En témoigne la généralisation de la limitation des mandats à

deux et de leur durée à cinq ans, dans les constitutions de la quasi-totalité de nos États membres. En témoigne également la décision récente prise par mon frère et ami Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, de ne pas briguer un 3eme mandat malgré la possibilité offerte par la constitution de son pays. Permettez-moi de saluer son courage et de l'en féliciter. Il s'agit là d'un évènement majeur qui intervient dans un des pays les plus importants de notre communauté. Cet évènement confirme ce que j'ai déjà dit à d'autres occasions : **le temps des hommes qui s'autoproclament providentiels et donc irremplaçables, des hommes qui cherchent à s'incruster à vie au pouvoir, tire à sa fin. Cela se traduira par des alternances plus fréquentes et par une respiration démocratique qui consolident les institutions démocratiques dont nos peuples ont tant besoin. Cela nous permettra de faire l'économie des crises comme celles que nous connaissons actuellement en Guinée Conakry et en Guinée Bissau. Je lance un appel à tous les acteurs politiques, dans ces deux pays, de se ressaisir afin de créer les conditions de l'apaisement et de la paix. En guinée Bissau, l'élection Présidentielle s'est déroulée dans des conditions de transparence et de crédibilité reconnues par tous les observateurs. Je renouvelle mes félicitations au vainqueur et demande à tous les autres acteurs de contribuer à la normalisation de la situation. En Guinée Conakry notre organisation souhaite un dialogue inclusif permettant d'aboutir à des solutions consensuelles et apaisées.**

**Mesdames, Messieurs**

Le projet de la monnaie unique constitue un chantier majeur de notre communauté. Nous avons fait beaucoup de progrès vers cet objectif commun. Les parlements, qui contrôlent l'action des gouvernements, doivent encourager les États à mener des politiques macroéconomiques permettant de réaliser les critères de convergence nécessaires à la réalisation de cette ambition. Maitriser les déficits et l'inflation, disposer

de réserves suffisantes pour couvrir les importations, surveiller le financement des déficits par les banques centrales, maîtriser l'endettement et le ratio de la masse salariale par rapport aux recettes internes, tels sont les critères que les États doivent respecter pour que ce projet qui date de plusieurs décennies devienne enfin une réalité. Je crois pouvoir dire que le Niger est prêt pour le lancement de la monnaie unique en 2020. Il en remplit tous les critères depuis 2019. Le Niger se réjouit de ce que nous ayons trouvé un accord sur deux questions majeures : le régime de change et le type de banque centrale. Nos peuples veulent la monnaie unique car elle servira leurs intérêts. En particulier elle permettra de soutenir la croissance des économies de nos États en renforçant notamment les échanges intra-CEDEAO , échanges qui s'amplifieront avec la promotion des infrastructures routières, ferroviaires, énergétiques, numériques, aéroportuaires, portuaires, autant de projets qui permettront à notre région de contribuer à la mise en œuvre de l'agenda 2063 , en particulier de la zone de libre-échange continentale africaine. J'insiste sur la nécessité de faire baisser les couts des facteurs transport et énergie en vue d'améliorer la compétitivité des économies de notre région. Les parlements nationaux et le parlement de la CEDEAO ont un rôle éminent à jouer dans la promotion de tous les chantiers qui transformeront non seulement notre région mais aussi l'ensemble du continent.

### **Mesdames, Messieurs**

Si l'exécutif constitue la tête de l'État, l'armée sa colonne vertébrale, la justice et l'administration ses articulations, les récompenses et les punitions ses nerfs, la prospérité et la richesse sa force, les conseillers sa mémoire, l'équité et les lois sa raison et sa volonté, les troubles civiles sa maladie, les guerres civiles sa mort, la souveraineté est son âme. Vous êtes les représentants du peuple souverain. Vous êtes l'incarnation de l'âme de nos

nations.

Pour renforcer votre rôle dans l'espace CEDEAO, nous devons accélérer votre désignation au suffrage universel direct. Cela donnera à notre parlement régional davantage de prérogatives.

D'ores et déjà le Parlement de la CEDEAO représente l'Assemblée des peuples de notre Communauté. Il a la responsabilité d'adopter des lois et des législations communautaires. Ce travail législatif communautaire contribue indéniablement à la création d'une région intégrée, paisible, prospère et cohérente, bâtie sur la bonne gouvernance.

### **Mesdames, Messieurs**

Cette tribune m'offre l'occasion de rendre un hommage mérité au Parlement sortant de la 4ème Législature et à son Président, l'Honorable Moustapha Cisse LO, qui s'est attelé au cours de son mandat à promouvoir l'intégration régionale à travers le dialogue, la consultation et le consensus, conformément aux articles 6 et 13 du Traité révisé de 1993 de la CEDEAO.

Le Parlement sortant a su donner une nouvelle impulsion aux activités de notre Communauté. Son dynamisme a permis au parlement de mieux jouer son rôle de représentation des populations de la CEDEAO dans la réalisation des objectifs et des missions de notre Communauté.

Il me plait à cet égard de relever que le parlement s'est fortement impliqué dans le processus de prise de décision de la Communauté, les questions de paix et de sécurité, de démocratie et des droits de l'homme, ainsi que dans les relations avec les autres Institutions de la Communauté, notamment les Parlements nationaux, les organes interparlementaires et les organisations partenaires.

Des actions spécifiques ont ainsi permis au Parlement d'enregistrer des acquis importants à travers :

- l'adoption de résolutions relatives à divers domaines sectoriels du processus d'intégration,
- la sensibilisation des populations sur des thématiques importantes, dont la migration irrégulière, la transhumance, les conflits intercommunautaires et la libre circulation des personnes, des biens et des services,
- l'organisation de réunions délocalisées ayant abouti à la formulation de recommandations portant sur la création d'emplois à travers l'entreprenariat et le développement des petites et moyennes entreprises (PME) et les sources alternatives et innovantes de financement des projets et programmes communautaires;
- la conduite de diverses consultations et réflexions sur la monnaie unique de la CEDEAO et la formulation de recommandations pour contribuer à assurer sa viabilité.

Pour toutes ces actions, les députés de la 4<sup>ième</sup> législature et le Président CISSE LO méritent notre reconnaissance et nos félicitations.

### **Mesdames, Messieurs**

Je voudrais également, au nom de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, exprimer mes chaleureuses félicitations aux nouveaux députés élus pour représenter les citoyennes et citoyens de notre espace communautaire durant les quatre prochaines années. Je ne doute pas que chacun de vous a pleinement conscience de la responsabilité qui lui incombe en tant que député communautaire.

Votre engagement personnel est indispensable pour la réussite de l'exaltante mission que les peuples de notre sous-

région vous ont confiée. Il vous revient de procéder notamment à :

-la mobilisation de vos Parlements respectifs pour soutenir et appuyer les États membres dans la lutte contre le terrorisme et la mise en œuvre de programmes et projets de l'agenda de l'intégration régionale notamment s'agissant de la monnaie unique et des infrastructures ;

– de vous impliquer pleinement en qualité de gardiens des us et coutumes démocratiques et de la bonne gouvernance, dans le cadre de la mise en œuvre du Protocole sur la Démocratie et la bonne Gouvernance ;

– de procéder au plaidoyer nécessaire auprès de vos Parlements respectifs pour la ratification des Traités et autres documents connexes de la CEDEAO.

Je reste convaincu que vous serez à la hauteur de toutes les attentes de nos peuples et que de concert avec les autres Institutions, vous contribuerez au rayonnement de la CEDEAO, qui reste un exemple de réussite en matière d'intégration.

En vous assurant du soutien des Autorités de la CEDEAO dans l'accomplissement de votre mission, je

déclare solennellement ouverts les travaux de la session inaugurale de la cinquième législature du Parlement de la CEDEAO.

Vive la CEDEAO

Vive l'intégration Africaine

Je vous remercie

---

Discours [presidence.ne](http://presidence.ne)

---

---

# Insoumis et Amoulanfé, Mélenchon soutient la lutte du peuple de Guinée

écrit par GuineePolitique© | 10 mars 2020



---

[@JLMelenchon](#) (12 févr. 2020)

---

## La Guinée en ébullition populaire [Par Jean-Luc Mélenchon]

La Guinée est en ébullition. Depuis cet automne, une intense mobilisation populaire demande le départ du président en place et un changement de régime. La situation de ce pays de 12 millions d'habitants montre une fois de plus la place centrale des peuples du continent africain dans les vagues de révolutions citoyennes dans le monde. Comme au Burkina Faso en 2014 ou au Soudan en 2018-2019, les Guinéens sont entrés en insurrection directement sur une revendication démocratique.

Le président de la Guinée, Alpha Condé, proche des réseaux PS, veut faire adopter une nouvelle Constitution pour se faire réélire au-delà de la limite aujourd'hui fixée à deux mandats.

Le refus des Guinéens de cette modification constitutionnelle vient du fait qu'il comprennent parfaitement ce que cela veut dire : Alpha Condé a décidé qu'il ne perdrait jamais une élection. Et d'abord qu'il ne perdrait pas le référendum constitutionnel, qui doit se tenir le 1er mars.

Le peuple guinéen s'oppose donc à ce qu'on lui retire sa souveraineté. Il le fait d'une manière tout à fait massive et exemplaire. Les manifestations de l'automne ont réuni dans la capitale de cet État de 12 millions d'habitants, Conakry, entre 500 000 et un million de personnes. Sans compter les mobilisations dans les autres villes du pays, à Labé, Kindia ou Nzérékoré. Une alliance de type inédite s'est constituée pour porter les revendications du peuple en écartant le soupçon de récupération politique. Le Front National de la Défense de la Constitution (FNDC) réunit en son sein des collectifs citoyens, des partis d'opposition et des syndicats. C'est une forme assez proche de la plateforme Unidad Social qui porte le processus constituant déclenché par la révolution au Chili. Ce que j'ai nommé et appelé de mes vœux ici sous le nom de « fédération populaire ».

Évidemment, les revendications sociales rejoignent ici comme ailleurs dans ce cas les revendications démocratiques. Les besoins sociaux les plus essentiels ne sont pas pris en charge par l'organisation économique

de la Guinée, dominée par le néolibéralisme global. En témoigne l'indice de développement humain pour lequel le pays se classe au 174ème rang sur 189 pays, évalué par l'ONU pour cet indicateur. La Guinée possède évidemment des potentiels de création de richesses importants. Mais ils tous sont exploités et capturés par des grandes entreprises étrangères avec la complicité de l'oligarchie locale. Ainsi, la plus grande mine de fer d'Afrique, qui est en Guinée, est la propriété d'un fond singapourien. Et le port de Conakry est celle d'une filiale du groupe français Bolloré. Cette attribution est entachée de fort soupçon de corruption qui marche ici comme bien souvent avec la privatisation des biens communs.

Récemment, le pays avait observé une trêve dans les manifestations. Mais cette trêve va s'achever la semaine prochaine. La décision d'Alpha Condé de coupler le référendum du 1er mars avec des élections législatives que tout le monde devine truquées a été vécue comme la provocation de trop. Des manifestations monstres sont convoquées à partir du mercredi 12 février. Le peuple guinéen peut espérer la victoire. Je lui la souhaite. Mais surtout, j'espère que le cout humain ne sera pas trop lourd à payer. Le pouvoir en place risque de provoquer un bain de sang avant de partir. J'adjure donc la diplomatie de mon pays de ne pas agir dans le sens d'un maintien en place de ce régime illégitime aux yeux de son peuple, comme il l'a déjà fait sur ce continent. La meilleure chose que mon pays peut faire pour aider les guinéens est de les laisser libre de leur destin.

# **Putsch constitutionnel: le peuple n'a pas dit son dernier mot! [Par Hadiatoullaye DIALLO]**

écrit par GuineePolitique© | 10 mars 2020



---

Plus personne ne doute désormais de l'intention du Président de la République de Guinée de rester à vie au pouvoir. Chaque citoyenne et chaque citoyen de notre pays, y compris, les partisans du régime en place, savent aujourd'hui que le projet de Nouvelle Constitution est une supercherie, qu'il n'a pas pour objet de contribuer à une quelconque amélioration du système de gouvernance mais plutôt le maintien illégal au pouvoir du Président et de

l'élite corrompue et servile qui l'entoure et ce, quel que soit le prix humain à payer par des populations déjà meurtries par l'analphabétisme, le chômage endémique, la pauvreté généralisée et les problèmes de santé.

**Mais, alors, me direz-vous, pourquoi chacune et chacun de nous croient inconsciemment ou non que le référendum scélérat aura lieu et que le Président actuel arrivera à ses fins?**

Parce que, au fond, tout le monde est épuisé, épuisé par la rhétorique politique permanente et les mensonges quotidiens qui nous sont servis depuis bientôt dix ans; épuisé par l'absence de pause depuis plus de soixante et un ans dans le matraquage psychologique et les répressions mortelles de toute velléité de contestation du Pouvoir; épuisé par le sentiment que le combat entre les politiciens ne repose que sur le besoin d'accéder au pouvoir pour partager le gâteau des deniers publics sur le dos de l'écrasante majorité des citoyens ; épuisé par l'absence d'incarnation du véritable patriotisme par un parti politique ou par une personne providentielle; épuisé par la confiscation des droits; épuisé par la corruption structurelle; épuisé par ce sentiment diffus qu'il n'y a pas d'espoir et qu'il faut s'en remettre à «Dieu»; épuisé par les politiques du fait accompli et du court terme pour parer au plus pressé,

illustration d'un manque  
criard de Vision; épuisé par l'acharnement du Pouvoir en place  
à diviser les  
Guinéens pour régner et pour mieux se servir ; épuisé par le  
manque de  
perspective pour les jeunes; épuisé par la saleté; épuisé par  
les mauvaises  
conditions de transport; épuisé par les coupures ou l'absence  
d'électricité;  
épuisé par le manque d'eau; épuisé par le manque de travail;  
épuisé par la  
perte des valeurs et principes; épuisé par...l'épuisement!

**Faut-il pour autant renoncer à lutter  
contre cette injustice flagrante et l'insulte faite au Peuple  
de Guinée ?**

La  
réponse est sans ambiguïté, Non! Pourquoi ? Parce qu'en  
renonçant, nous  
validerons définitivement le fait que nous sommes devenus un  
peuple qui ne retient  
pas les leçons de notre propre histoire ; Parce qu'en  
renonçant, nous  
validerons définitivement le fait que notre pays a vocation à  
n'être dirigé que  
par des élites corrompues qui n'ont besoin de rendre compte à  
personne ;  
Parce qu'en renonçant, nous validerons définitivement le fait  
qu'un groupuscule d'élites corrompues et  
leurs familles ont le droit de disposer d'à peu près tous les  
droits et tous  
les biens de plus de douze millions d'âmes ; Parce qu'en  
renonçant, nous  
validerons définitivement l'ancrage de notre pays dans le  
sous-développement  
moral, culturel, économique, social, environnemental et

politique.

## **Enfin, Que faire?**

### 1. Opposer

un refus individuel et collectif au niveau de chaque personne et de chaque groupe constitué

### 2. Résister par tous les moyens, y compris la désobéissance civile, à toute tentative d'imposition d'une nouvelle constitution,

### 3. Refuser de participer à toute élection tant que:

- Le fichier électoral n'est pas assaini, avec la certification d'un organisme neutre formellement agréé conjointement par les différents acteurs du processus électoral,
- Le recensement du corps électoral ne s'effectue pas dans un délai jugé raisonnable par toutes les parties prenantes, et sous un contrôle conjoint de tous les acteurs du processus,
- Le processus des élections locales et communautaires n'est pas entièrement clos conformément à la loi,
- Le Président persiste dans sa volonté d'officialiser le parjure qui est à la base de cette Nouvelle constitution dont le caractère autocratique et dictatorial n'échappe à personne.

Pour

conclure, tout Citoyen Guinéen qui a peur doit se rappeler ces paroles de

Sénèque dans les Lettres à Lucilius, au milieu du premier siècle après

Jésus-Christ : «Il n'est pas de vent

favorable pour celui qui ne sait où il va"! Le Peuple de Guinée

doit montrer à ces «Dirigeants» qui confisquent leurs droits,  
qu'il est enfin  
mûr et qu'il sait où il veut, où il doit aller.

---

**#Amoulanfé**

---



Par **Hadiatoullaye DIALLO** Étudiante en Communication à Paris

---